



CONSEIL METROPOLITAIN CAP AZUR

Mardi 29 mars 2022 à 10h

Espaces du Fort Carré - Antibes

DELIBERATION
DU CONSEIL METROPOLITAIN



PREF 08
10 05 22

POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU MARDI 29 MARS 2022 – 10h

DELIBERATION N° 01

OBJET : MOTION

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-neuf mars à 10 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Jean LEONETTI, Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, s'est rassemblé au sein de la salle du chapiteau aux Espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Président du Pôle métropolitain, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 23 mars 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **04 MAI 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **10 MAI 2022**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

Étaient présents:

M. Jean LEONETTI

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. Lionnel LUCA

M. David LISNARD

M. Yves PIGRENET

M. Richard GALY

M. Jérôme VIAUD

M. Charles Ange GINESY

M. Christophe FIORENTINO

Étaient représentés :

M. Eric MELE par M. Frédéric POMA

M. Kevin LUCIANO par M. Gilbert HUGUES

M. Joseph CESARO par M. Jean-Pierre CAMILLA

M. Sébastien LEROY par M. Charles BAREGE

M. Pierre CORPORANDY par M. Roger CIAIS

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

Ayant donné procuration :

Mme Michèle PAGAGIN à M. Jérôme VIAUD

Était absents:

Mme Sophie ROHFRITSCH, M. Jean-Marc DELIA, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice.

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Jérôme VIAUD est désigné comme secrétaire de séance.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :



M. LEONETTI prend la parole

Représentatifs à la fois d'un territoire de vie auxquels les citoyens s'identifient et d'une institution qui assume depuis plus de 160 ans un rôle essentiel pour renforcer la cohésion territoriale et la redistribution équilibrée des richesses, le Département des Alpes-Maritimes est un repère majeur pour les Maralpins. Un échelon affectif qui signe une identité, une proximité, une efficacité. Un échelon d'énergie enracinée qui trouve une traduction immédiate et directe dans la protection des populations à chaque étape de la vie.

Le Département des Alpes-Maritimes assure une action sociale équitable au profit des citoyens les plus fragiles, avec un engagement à taille humaine en faveur des enfants et des familles, de l'autonomie, de la promotion des politiques en matière de handicap, de la prise en charge des aînés, de l'offre de soins de proximité et de l'insertion.

Le Département des Alpes-Maritimes assume son rôle d'aménageur du territoire, de garant de l'équilibre et de la solidarité territoriale en construisant de grandes infrastructures, qui maillent l'ensemble du territoire départemental : routes, collèges, pôles de sécurité publique (SDIS, forces de sécurité intérieure)

Le Département des Alpes-Maritimes soutient l'attractivité des territoires en investissant dans le réseau numérique très haut débit, le soutien aux projets touristiques, la protection de l'environnement, la valorisation du patrimoine culturel, la promotion du sport, des loisirs, de la culture.

Nous ne souhaitons pas la remise en cause de l'histoire de nos territoires au profit d'une approche administrative qui, sous couvert de modernité, voudrait dissoudre une organisation territoriale efficace, pertinente et proche des citoyens. La France est un pays qui a su faire émerger des territoires métropolitains sans délaisser les territoires péri-urbains et ruraux notamment grâce à l'action conjuguée des départements et des communes.

Nous rappelons par ailleurs que les communes, échelon de base de notre démocratie locale, soutenues par les intercommunalités et par le département, peuvent revendiquer une légitimité fondée sur plusieurs centaines d'années d'existence, une forte capacité d'adaptation aux évolutions réglementaires et une réelle aptitude à répondre aux besoins diversifiés de leurs habitants.

Nous sommes profondément attachés à une organisation territoriale d'adhésion construite de manière consensuelle avec des outils institutionnels librement choisis, fruits d'une véritable concertation au service des communes et de leurs habitants.

En 2018, les velléités gouvernementales visant à transposer le modèle du Nouveau Rhône sur les départements des Alpes-Maritimes, de la Gironde, de la Haute-Garonne, de la Loire-Atlantique et du Nord avaient déjà toutes été rejetées localement, obligeant le Gouvernement à faire une volte-face sur le sujet en plein mouvement de contestation des gilets jaunes, traduisant pour une partie de la population un sentiment d'abandon géographique et social et plaçant pour plus de proximité et d'équité, ADN des départements.

Force est donc de constater, qu'aujourd'hui, cette proposition remise sur le tapis par le candidat-Président, met à nouveau les élus locaux devant une idée accomplie, sans concertation ni dialogue et loin des aspirations des citoyens et marquant une profonde méconnaissance de la France des territoires.

Si nous appelons pour une France avec plus de décentralisation, celle-ci ne doit surtout pas détricoter la cohésion sociale, chemin dangereux pour la démocratie, l'autonomie des communes et la liberté d'opinion.

Nous, élus des Alpes-Maritimes, refusons ainsi ce projet arbitraire et déconnecté des préoccupations des habitants de notre territoire et affirmons notre volonté que le Conseil départemental des Alpes-Maritimes continue à jouer pleinement son rôle dans ses limites administratives et prérogatives actuelles.

Nous, élus des Alpes-Maritimes, approuvons la présente motion contre la fusion du Département des Alpes-Maritimes et de la Métropole Nice Côte d'Azur.

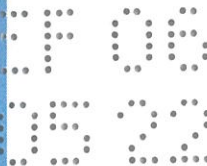
AINSI FAIT ET DELIBERE
À ANTIBES LE 29 mars 2022

Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

DELIBERATION
DU CONSEIL METROPOLITAIN



POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU MARDI 29 MARS 2022 – 10h

DELIBERATION N° 02

OBJET : DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE DE L'ANNEE 2022

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-neuf mars à 10 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Jean LEONETTI, Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, s'est assemblé au sein de la salle du chapiteau aux Espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Président du Pôle métropolitain, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 23 mars 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **04 MAI 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **10 MAI 2022**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

Étaient présents:

M. Jean LEONETTI

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. Lionel LUCA

M. David LISNARD

M. Yves PIGRENET

M. Richard GALY

M. Jérôme VIAUD

M. Charles Ange GINESY

M. Christophe FIORENTINO

Étaient représentés :

M. Eric MELE par M. Frédéric POMA

M. Kevin LUCIANO par M. Gilbert HUGUES

M. Joseph CESARO par M. Jean-Pierre CAMILLA

M. Sébastien LEROY par M. Charles BAREGE

M. Pierre CORPORANDY par M. Roger CIAIS

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

Ayant donné procuration :

Mme Michèle PAGAGIN à M. Jérôme VIAUD

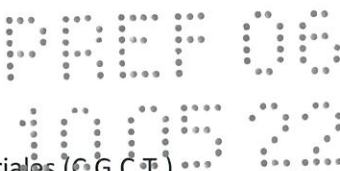
Étaient absents:

Mme Sophie ROHFRITSCH, M. Jean-Marc DELIA, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice.

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Jérôme VIAUD est désigné comme secrétaire de séance.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :



• **M. LEONETTI prend la parole**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

VU la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, notamment l'article 107 ;

VU le Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires ;

VU l'Arrêté Préfectoral du 22 juin 2018 portant création du Pôle Métropolitain regroupant les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur au 1^{er} juillet 2018, modifié par Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2018 portant changement de dénomination du Pôle Métropolitain ;

VU les statuts du Pôle Métropolitain CAP AZUR ;

VU le Règlement Intérieur du Pôle Métropolitain CAP AZUR approuvé le 23 novembre 2018 ;

CONSIDERANT que, conformément à l'article 17 du Règlement Intérieur du Pôle Métropolitain CAP AZUR précité, est organisé au sein du Conseil Métropolitain un Débat d'Orientat[i]on Budgétaire ;

CONSIDERANT que le Débat d'Orientat[i]on Budgétaire doit intervenir deux mois avant le vote du budget et doit être acté par une délibération spécifique qui donne lieu à un vote ;

CONSIDERANT le Rapport sur les Orientations Budgétaires de l'année 2022 suivant :

Introduction :

Le Pôle Métropolitain CAP Azur, créé en 2018, est une structure sans personnel qui a pour mission de mener des actions communes définies d'intérêt métropolitain, de favoriser la coordination, l'accompagnement et la promotion de ces actions mises en œuvre par ses membres fondateurs.

Cette structure a été fondée sur trois principes essentiels, à savoir :

- **Efficacité** : cette coopération doit être un outil de performance publique, une instance de prospective au service des quatre établissements publics pour une amélioration du service public au meilleur coût, avec les moyens existants ;
- **Sobriété** : une instance à « coût zéro » pour les agglomérations membres, ce qui permettra de réaliser des économies d'échelles significatives, de défendre les contribuables et de ne créer aucune fiscalité nouvelle ;
- **Equité** : une instance qui respecte l'identité, la souveraineté et valorise les atouts de chacun des quatre établissements.

Dans la mesure où le Pôle Métropolitain CAP AZUR est constitué sous la forme d'un Etablissement Public, plus particulièrement d'un Syndicat Mixte fermé, il est obligatoire de voter chaque année un budget même modique et, au préalable, d'en fixer les orientations.

Ce rapport justifie ainsi les modalités de mise en œuvre des engagements pris par les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (E.P.C.I.) fondateurs et démontre qu'il ne s'agit pas d'un transfert de charges d'un E.P.C.I. à l'autre.



Selon les principes de fonctionnement financier du Syndicat, les E.P.C.I. fondateurs assumeront directement les dépenses liées aux actions menées sur leur territoire.

A travers ces orientations budgétaires, il s'agit bien de définir un mode de fonctionnement singulier mais adapté aux engagements de chacun des membres du Pôle Métropolitain.

Depuis sa création, le Pôle Métropolitain n'a ainsi réalisé aucune dépense de fonctionnement ni d'investissement.

1^{ère} partie : des dépenses de 2022 à l'Euro symbolique

En section de fonctionnement, en dépenses, le chapitre 011 (Charges à caractère général) sera crédité de 1 €.

Cette dépense symbolique a pour objectif de démontrer le respect des engagements fondateurs. Toutefois, si des opérations nécessitent des crédits, ces derniers seront inscrits au moment de l'adoption de l'action dans ce chapitre. Cela pourra alors concerner des frais liés à la mise en œuvre d'application ou de campagnes de communication.

L'ensemble des autres chapitres de la section de fonctionnement en dépenses sera à 0 € :

- **Chapitre 012** - Charges de personnel : 0 €. Cette structure n'a pas vocation à générer des frais de personnel supplémentaires. Les agents des E.P.C.I. fondateurs assument chacun à tour de rôle les missions administratives et financières. La structure ne comptant ni agent permanent et n'ayant recours à aucune mission accessoire, il n'est donc pas pertinent d'abonder ce chapitre.
- **Chapitre 65** - Autres charges de gestion courante : 0 €. Les élus ayant renoncé à percevoir des indemnités, ce chapitre est donc volontairement à 0 €.
- **Chapitre 66** - Charges financières : 0 €. Le Syndicat Mixte n'ayant fait l'objet d'aucun transfert d'emprunts ni de dettes, l'inscription budgétaire sur ce chapitre est nulle.

En Section d'Investissement, en dépenses, les crédits seront également à 0 € dans la mesure où cette structure ne possède pas de bien et n'a pas, en 2022, de projets de réalisation d'équipements métropolitains. Chaque E.P.C.I. reste ainsi compétent pour gérer ses propres équipements et travaux.

Le Pôle Métropolitain CAP Azur est avant tout une instance de projets dont le seul but est de dépenser moins et de rationaliser les charges.

2^{ème} partie : un financement assuré par les E.P.C.I. fondateurs

Le principe posé lors de la création du Pôle Métropolitain, est un financement des actions assuré directement par les E.P.C.I. fondateurs.

Ainsi, il convient d'affirmer, comme pour les dépenses, que différents chapitres consacrés aux recettes resteront volontairement à 0 € :

- **Chapitre 73** (Section de Fonctionnement) - Impôts et taxes : 0 €. Le Pôle Métropolitain CAP Azur n'instaurera pas de nouvelles taxes ni d'impôts. De même, aucun produit fiscal n'est transféré.
- **Chapitre 16** (Section d'Investissement) - Emprunt : 0 €. Aucun emprunt ne sera contracté ou inscrit au sein de cette structure.

Le Chapitre 74 (participations et dotations) sera crédité de 1 € pour couvrir les dépenses en section de fonctionnement. Des crédits supplémentaires pourront être inscrits dans ce chapitre. Le montant de ces crédits est alors réparti conformément à l'article 20 des statuts du Pôle Métropolitain proportionnellement à la population DGF.

La population D.G.F. est la suivante :

	Population D.G.F. 2021	Pourcentage
C.A.S.A.	219 310	39,66%
C.A.C.P.L.	208 786	37,76%
C.A.P.G.	109 081	19,73%
C.C.A.A.	15 823	2,86%
Total	553 000	100,00%

De même, si lors de la définition du plan d'actions, il s'avérait opportun de faire porter une opération par le Pôle Métropolitain CAP Azur, alors les dépenses de cette opération seront réparties entre les E.P.C.I. bénéficiaires. Des crédits équivalents seront alors inscrits en recettes.

Conclusion :

Les Orientations Budgétaires proposées sont identiques à celles de 2021 et correspondent parfaitement aux engagements pris : une structure sans personnel, sans bien, sans dette, sans fiscalité mais avec une volonté de promouvoir le territoire et de concevoir des projets communs cohérents.

En conséquence, le Conseil Métropolitain est appelé à :

- APPROUVER la présente délibération qui prend acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2022 sur la base du rapport exposé ci-dessus.

LE CONSEIL METROPOLITAIN, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, prend acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2022 sur la base du rapport exposé ci-dessus.

AINSI FAIT ET DELIBERE
À ANTIBES LE 29 mars 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONSEIL METROPOLITAIN CAP AZUR

Mardi 29 mars 2022 à 10h15

Espaces du Fort Carré - Antibes

DELIBERATION
DU CONSEIL METROPOLITAIN



2022
05
22

POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU MARDI 29 MARS 2022 – 10H15

DELIBERATION N° 01

OBJET : BUDGET PRINCIPAL – APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DE L'EXERCICE 2021

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-neuf mars à 10 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Jean LEONETTI, Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, s'est rassemblé au sein de la salle du chapiteau aux Espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Président du Pôle métropolitain, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 23 mars 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du

04 MAI 2022

De la réception en s/Préfecture

en date du

10 MAI 2022

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

Étaient présents:

M. Jean LEONETTI

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. Lionnel LUCA

M. David LISNARD

M. Yves PIGRENET

M. Richard GALY

M. Jérôme VIAUD

M. Charles Ange GINESY

M. Christophe FIORENTINO

Étaient représentés :

M. Eric MELE par M. Frédéric POMA

M. Kevin LUCIANO par M. Gilbert HUGUES

M. Joseph CESARO par M. Jean-Pierre CAMILLA

M. Sébastien LEROY par M. Charles BAREGE

M. Pierre CORPORANDY par M. Roger CIAIS

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

Ayant donné procuration :

Mme Michèle PAGAGIN à M. Jérôme VIAUD

Était absents:

Mme Sophie ROHFRITSCH, M. Jean-Marc DELIA, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice.

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Jérôme VIAUD est désigné comme secrétaire de séance.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

- **M. LEONETTI prend la parole**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.);

VU le Budget Primitif de l'année 2021 du Budget Principal du Pôle Métropolitain CAP AZUR approuvé le 08 avril 2021 ;

VU le Compte de Gestion du Budget Principal au titre de l'exercice 2021 dressé par Monsieur le Comptable Public, tel que présenté en annexe ;

CONSIDERANT que Monsieur le Comptable Public a repris, dans ses écritures, le montant de chacun des soldes de tous les titres de recettes émis ainsi que celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre prescrites dans ses écritures ;

CONSIDERANT l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

CONSIDERANT que le Compte de Gestion du Budget Principal de l'exercice 2021 est conforme au Compte Administratif de ce même budget pour le même exercice ;

En conséquence, le Conseil Métropolitain est appelé à :

- SE PRONONCER sur le Compte de Gestion du Budget Principal du Pôle Métropolitain CAP AZUR de l'exercice 2021, établi par Monsieur le Comptable Public, lequel est certifié conforme par l'Ordonnateur, Monsieur le Président ;
- DECLARER qu'il n'appelle ni observation ni réserve.

LE CONSEIL METROPOLITAIN, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- D'APPROUVER le Compte de Gestion du Budget Principal du Pôle Métropolitain CAP AZUR de l'exercice 2021, établi par Monsieur le Comptable Public, lequel est certifié conforme par l'Ordonnateur, Monsieur le Président ;
- De DECLARER qu'il n'appelle ni observation ni réserve.

AINSI FAIT ET DELIBERE
À ANTIBES LE 29 mars 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

DELIBERATION
DU CONSEIL METROPOLITAIN



2022
03
05
22

POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU MARDI 29 MARS 2022 – 10H15

DELIBERATION N° 02

OBJET : BUDGET PRINCIPAL – APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2021

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-neuf mars à 10 heures 15, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Jean LEONETTI, Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, s'est assemblé au sein de la salle du chapiteau aux Espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Charles Ange GINESY, Vice-président du Pôle métropolitain, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 23 mars 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **04 MAI 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **10 MAI 2022**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

Étaient présents:

M. Jérôme VIAUD

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. Lionel LUCA

M. Yves PIGRENET

M. Richard GALY

M. Charles Ange GINESY

M. Christophe FIORENTINO

Étaient représentés :

M. Eric MELE par M. Frédéric POMA

M. Kevin LUCIANO par M. Gilbert HUGUES

M. Joseph CESARO par M. Jean-Pierre CAMILLA

M. Sébastien LEROY par M. Charles BAREGE

M. Pierre CORPORANDY par M. Roger CIAIS

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

Ayant donné procuration :

Mme Michèle PAGAGIN à M. Jérôme VIAUD

Étaient absents:

M. Jean LEONETTI, M. David LISNARD

Mme Sophie ROHFRITSCH, M. Jean-Marc DELIA, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice.

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Jérôme VIAUD est désigné comme secrétaire de séance.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

• **M. GINESY prend la parole**

PRÉF 03
005 22

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

VU le Budget Primitif de l'année 2021 du Budget Principal du Pôle Métropolitain CAP AZUR approuvé le 08 avril 2021 par le Conseil Métropolitain, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses à effectuer et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats ;

CONSIDERANT que l'Ordonnateur a normalement administré, au cours de l'exercice 2021, les finances du Pôle Métropolitain CAP AZUR en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et en n'ordonnant que les dépenses justifiées ;

CONSIDERANT le Compte Administratif du Budget Principal de l'exercice 2021, tel que présenté en annexe à la présente délibération, établi selon les dispositions de l'Instruction Budgétaire et Comptable M14 ;

CONSIDERANT le Compte de Gestion du Budget Principal de l'exercice 2021 établi par Monsieur le Comptable Public ;

CONSIDERANT que les crédits ouverts n'ayant pas été mobilisés sur l'exercice 2021, les comptes dudit exercice sont restés à 0€ (zéro Euro), tant en recettes qu'en dépenses et, qu'à ce titre, les annexes réglementaires relatives à la dette, au personnel ou à la Note Explicative prévue à l'article L2313-1 du CGCT ne sont pas applicables ;

CONSIDERANT que les résultats de l'exercice 2021 s'établissent à 0 € ;

CONSIDERANT que le Pôle Métropolitain CAP AZUR ne dispose pas de dette ;

CONSIDERANT la volonté des quatre Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fondateurs du Pôle Métropolitain CAP AZUR de ne pas créer une superstructure ou une instance coûteuse mais au contraire de faire de celui-ci un organisme d'échanges, de mise en cohérence et de réflexion de politique publique ;

CONSIDERANT que le Pôle Métropolitain CAP AZUR est une source d'économies et non de dépenses ;

CONSIDERANT que Monsieur Jean LEONETTI et Monsieur David LISNARD est sorti de la séance lors de la tenue des débats et du vote de la présente délibération ;

En conséquence, le Conseil Métropolitain est appelé à :

- CONSTATER que l'ensemble des chapitres de Fonctionnement et d'Investissement, tant en recettes qu'en dépenses, s'établisse à 0 € ;
- **LE CONSEIL METROPOLITAIN, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE,** CONSTATE que l'ensemble des chapitres de Fonctionnement et d'Investissement, tant en recettes qu'en dépenses, s'établisse à 0 € ;

AINSI FAIT ET DELIBERE
À ANTIBES LE 29 mars 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

DELIBERATION
DU CONSEIL METROPOLITAIN



EF 08
08 22

POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU MARDI 29 MARS 2022 – 10H15

DELIBERATION N° 03

**OBJET : BUDGET PRINCIPAL – AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF DU
BUDGET PRINCIPAL DE L'EXERCICE 2021**

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-neuf mars à 10 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Jean LEONETTI, Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, s'est rassemblé au sein de la salle du chapiteau aux Espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Président du Pôle métropolitain, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 23 mars 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du

04 MAI 2022

De la réception en s/Préfecture

en date du

10 MAI 2022

Pour le Président,

Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

Étaient présents:

M. Jean LEONETTI

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. Lionnel LUCA

M. David LISNARD

M. Yves PIGRENET

M. Richard GALY

M. Jérôme VIAUD

M. Charles Ange GINESY

M. Christophe FIORENTINO

Étaient représentés :

M. Eric MELE par M. Frédéric POMA

M. Kévin LUCIANO par M. Gilbert HUGUES

M. Joseph CESARO par M. Jean-Pierre CAMILLA

M. Sébastien LEROY par M. Charles BAREGE

M. Pierre CORPORANDY par M. Roger CIAIS

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

Ayant donné procuration :

Mme Michèle PAGAGIN à M. Jérôme VIAUD

Était absents:

Mme Sophie ROHFRIETSCH, M. Jean-Marc DELIA, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice.

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Jérôme VIAUD est désigné comme secrétaire de séance.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

VU le Budget Primitif de l'année 2021 du Budget Principal du Pôle Métropolitain CAP AZUR approuvé le 08 avril 2021 par le Conseil Métropolitain, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses à effectuer et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats ;

CONSIDERANT que l'Ordonnateur a normalement administré, au cours de l'exercice 2021, les finances du Pôle Métropolitain CAP AZUR en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et en n'ordonnant que les dépenses justifiées ;

CONSIDERANT le Compte Administratif du Budget Principal de l'exercice 2021, tel que présenté en annexe à la présente délibération, établi selon les dispositions de l'Instruction Budgétaire et Comptable M14 ;

CONSIDERANT le Compte de Gestion du Budget Principal de l'exercice 2021 établi par Monsieur le Comptable Public ;

CONSIDERANT que les crédits ouverts n'ayant pas été mobilisés sur l'exercice 2021, les comptes dudit exercice sont restés à 0€ (zéro Euro), tant en recettes qu'en dépenses et, qu'à ce titre, les annexes réglementaires relatives à la dette, au personnel ou à la Note Explicative prévue à l'article L2313-1 du CGCT ne sont pas applicables ;

CONSIDERANT que les résultats de l'exercice 2021 s'établissent à 0 € ;

CONSIDERANT que le Pôle Métropolitain CAP AZUR ne dispose pas de dette ;

CONSIDERANT la volonté des quatre Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fondateurs du Pôle Métropolitain CAP AZUR de ne pas créer une superstructure ou une instance coûteuse mais au contraire de faire de celui-ci un organisme d'échanges, de mise en cohérence et de réflexion de politique publique ;

CONSIDERANT que le Pôle Métropolitain CAP AZUR est une source d'économies et non de dépenses ;

En conséquence, le Conseil Métropolitain est appelé à :

- CONSTATER que l'ensemble des chapitres de Fonctionnement et d'Investissement, tant en recettes qu'en dépenses, s'établisse à 0 € ;
- **LE CONSEIL METROPOLITAIN, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, CONSTATE** que l'ensemble des chapitres de Fonctionnement et d'Investissement, tant en recettes qu'en dépenses, s'établisse à 0 € ;

AINSI FAIT ET DELIBERE
À ANTIBES LE 29 mars 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

DELIBERATION
DU CONSEIL METROPOLITAIN



EF 06
05 22

POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU MARDI 29 MARS 2022 – 10H15

DELIBERATION N° 04

OBJET : BUDGET PRINCIPAL – APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF DE L'ANNEE 2022

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-neuf mars à 10 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Jean LEONETTI, Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, s'est assemblé au sein de la salle du chapiteau aux Espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Président du Pôle métropolitain, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 23 mars 2022

Certifié exécutoire compte tenu

De l'affichage

en date du **04 MAI 2022**

De la réception en s/Préfecture

en date du **10 MAI 2022**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

Étaient présents:

M. Jean LEONETTI

M. Thierry OCCELLI

M. Jean-Pierre DERMIT

M. Lionnel LUCA

M. David LISNARD

M. Yves PIGRENET

M. Richard GALY

M. Jérôme VIAUD

M. Charles Ange GINESY

M. Christophe FIORENTINO

Étaient représentés :

M. Eric MELE par M. Frédéric POMA

M. Kevin LUCIANO par M. Gilbert HUGUES

M. Joseph CESARO par M. Jean-Pierre CAMILLA

M. Sébastien LEROY par M. Charles BAREGE

M. Pierre CORPORANDY par M. Roger CIAIS

Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI

Ayant donné procuration :

Mme Michèle PAGAGIN à M. Jérôme VIAUD

Étaient absents:

Mme Sophie ROHFRIETSCH, M. Jean-Marc DELIA, M. Pierre ASCHIERI

formant la majorité des membres en exercice.

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Jérôme VIAUD est désigné comme secrétaire de séance.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

VU le Décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique, notamment les articles 49, 54 et 55 ;

VU l'Arrêté du 27 décembre 2005 modifié relatif à l'Instruction Budgétaire et Comptable M14 applicable aux Communes et de leurs Etablissements Publics Administratifs ;



VU les Arrêtés des 21 décembre 2016 et 18 décembre 2017 relatifs à l'Instruction Budgétaire et Comptable M14 applicable aux Communes et aux Etablissements Publics Communaux et Intercommunaux à caractère administratif ;

VU l'Arrêté Préfectoral du 22 juin 2018 portant création du Pôle Métropolitain regroupant les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur au 1^{er} juillet 2018, modifié par Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2018 portant changement de dénomination du Pôle Métropolitain ;

VU les statuts du Pôle Métropolitain CAP AZUR ;

VU le règlement intérieur du Pôle Métropolitain CAP AZUR approuvé le 19 mars 2021 ;

VU la délibération du Conseil Métropolitain du 29 mars 2022 relative au Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2022 du Pôle Métropolitain ;

VU la délibération n° ... du Conseil Métropolitain de ce jour approuvant le Compte Administratif du Budget Principal de l'exercice 2021 du Pôle Métropolitain ;

VU la délibération n° ... du Conseil Métropolitain de ce jour approuvant l'Affectation du résultat du Compte Administratif du Budget Principal de l'exercice 2021 du Pôle Métropolitain sur celui de 2022 ;

CONSIDERANT que les reports budgétaires de l'exercice 2021 sur l'année 2022 sont à 0 € (zéro euro) ;

CONSIDERANT le projet de Budget Primitif de l'année 2022 tel qu'annexé à la présente délibération ;

CONSIDERANT que le Budget Principal est établi selon l'Instruction Budgétaire et Comptable M14 de la Comptabilité Publique actualisée et que les montants sont présentés Toutes Taxes Comprises (TTC) ;

Introduction :

Lors du Débat d'Orientation Budgétaire, il a été acté, à l'unanimité, le fait de présenter le Budget de l'année 2022 à 1 € symbolique comme celui de l'année 2021. Ce budget symbolise, en effet, la volonté des quatre Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), fondateurs du Pôle Métropolitain, de ne pas créer une super structure ou une instance coûteuse. Le Pôle Métropolitain CAP AZUR est avant tout un organisme d'échanges, de mise en cohérence et de réflexion de politique publique.

1^{ère} partie : recettes de fonctionnement de 2022

Les recettes de la Section de Fonctionnement sont réparties de la manière suivante :

- Chapitre 74 – Participations et dotations : 1 €
Ce montant est partagé conformément à l'article 20 des statuts du Pôle Métropolitain CAP AZUR proportionnellement à la population DGF de chaque membre.

Aucun autre crédit n'est ouvert sur les autres chapitres. En effet, le Pôle Métropolitain CAP AZUR n'aura pas recours à des produits issus de la fiscalité ou autres.

2^{ème} partie : dépenses de fonctionnement de 2022

Les dépenses de la Section de Fonctionnement sont réparties de la manière suivante :

- Chapitre 011 – Charges à caractère général : 1 €
Ce montant apparaît au Compte 611 (Prestations de service).

Les autres chapitres – Charges de personnel (012) et autres charges de gestion courante (65) – restent à 0 € car le Pôle Métropolitain CAP AZUR ne rémunère pas le personnel (l'état du personnel est donc à 0 agent) et ne verse pas d'indemnités aux élus.

3^{ème} partie : Section d'Investissement

Le Pôle Métropolitain CAP AZUR ne possédant pas de biens et n'ayant pas vocation à réaliser des travaux ou des équipements, il n'y a pas de crédits inscrits en recettes et en dépenses au sein de la Section d'Investissement.

4^{ème} partie : Etat de la dette

Le Pôle Métropolitain CAP AZUR n'ayant pas de dette, l'ensemble des chapitres relatifs aux charges financières apparaît à 0 €.

Conclusion :

Le Budget Principal de l'année 2022 répond parfaitement aux engagements et orientations arrêtés par les membres du Conseil métropolitain lors du Débat d'Orientation Budgétaire.

En conséquence, le Conseil Métropolitain est appelé à :

- APPROUVER le Budget Primitif de l'année 2022, Chapitre par Chapitre, du Budget Principal, comme suit :

Section / Chapitre	Montants
Recettes de Fonctionnement	1,00 €
Chapitre 74 – Participations et dotations	1,00 €
Dépenses de Fonctionnement	1,00 €
Chapitre 011 – Charges à caractère général	1,00 €

LE CONSEIL METROPOLITAIN, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le Budget Primitif de l'année 2022, Chapitre par Chapitre, du Budget Principal, comme ci-dessus.

AINSI FAIT ET DELIBERE
À ANTIBES LE 29 mars 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI